

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



faut-il sauver la république ?



M 2212 - 416 - 9 F DU 12 AU 25 DÉCEMBRE 1984 - 14ème année - N° 416 - 9 F

Cité

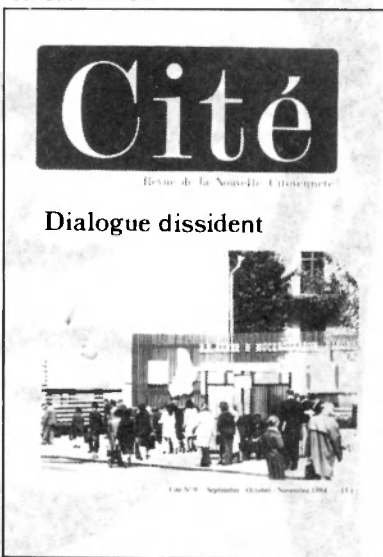
Un nouveau numéro de «Cité» vient de paraître qui permettra d'approfondir notre connaissance de ce que l'on pense dans les pays de l'Est.

Rendant hommage à Boris Souvarine, Philippe Robrieux rappelait dans «Le Monde-dimanche» du 25 novembre dernier que pour ce communiste de la première heure, les Français ne comprenaient décidément rien à la nature de l'Union Soviétique, suivant en cela le général de Gaulle.

«Pour lui, le général était resté, en définitive, un homme de l'Action française, ses ruptures successives avec Maurras, Pétain et Vichy n'ayant pas effacé sa formation intellectuelle initiale. Son maître en histoire demeurait Jacques Bainville. Or ce dernier connaissait l'Allemagne, mais ignorait tout de l'URSS. Comme lui, de Gaulle disait toujours la Russie, parce qu'il croyait que le bolchevisme passerait. C'est dans ce contresens que Souvarine voyait l'origine de tous les maux.»

Que faut-il penser de cette thèse ? Que savons nous au juste de la nature de l'Union Soviétique et de ce qui se passe réellement dans les pays qu'elle domine ? Même les Français les plus attentifs aux mouvements de la pensée dans les pays de l'Est ne sont pas à l'abri de graves erreurs d'interprétation. C'est pour tenter de li-

miter illusions et contresens sur le monde socialiste que «Cité» a voulu publier un numéro qui est essentiellement consacré aux conditions d'un dialogue véritable avec les intellectuels d'au-delà du rideau de fer.



Avec la collaboration d'un écrivain français d'origine yougoslave, Marko Markovic, d'un écrivain tchèque résidant à Prague, Vaclav Havel, d'un écrivain tchécoslovaque récemment arrivé en France, Martin Hybler.

la question de l'hérédité

Après avoir donné un compte-rendu global de notre journée d'études du 17 novembre (Royaliste n° 415), il importe de revenir sur la question de l'hérédité monarchique, aussi fondamentale que mal appréhendée.

Dire que la transmission héréditaire du pouvoir est un principe essentiel de la monarchie constitue une évidence qui doit être explicitée. Principe ne signifie pas règle imposée par décret, providentiel ou humain, ou décision arbi-

aussi l'indépendance du Prince à l'égard des groupes sociaux et de la puissance temporelle de l'Eglise.

Se pose, à ce propos, la classique question du «droit divin». Selon la doctrine chrétienne, tout pouvoir sur terre existe par per-



□ à la journée d'études du 17 novembre...

traire respectée et posée sans raison. Un principe, c'est ce qui se trouve au commencement, non dans l'ordre chronologique, mais comme fondement de la conduite ou de l'institution. Tel est le principe héréditaire. Comme l'a montré Philippe Cailleux, celui-ci n'est pas à l'origine de la monarchie capétienne, mais se dégage de l'expérience pour fonder l'indépendance et la continuité du pouvoir. Hugues Capet, on l'oublie trop souvent, fut un roi élu et, après lui, la succession héréditaire ne s'imposa que progressivement. En effet, les premiers capétiens font sacrer leur fils de leur vivant et ce n'est qu'au 15ème siècle qu'il est acquis que le fils aîné devient roi à la mort de son père. La loi de succession de père en fils s'impose par son utilité, et non comme une règle a priori : elle garantit la continuité de l'Etat qui est en train de se former ; elle assure

mission divine. C'est cette idée qu'exprime, fondamentalement, le sacre des rois, sans qu'il puisse y avoir de confusion avec la théocratie puisque l'Evangile ne contient pas de préceptes institutionnels. Dans la monarchie française, le sacre n'est pas à l'origine du pouvoir, puisque le fils aîné succède à son père à la mort de ce dernier, donc avant d'être sacré.

Loin d'être issue d'une définition dogmatique, la monarchie capétienne est une institution vivante, établissant ses lois pour des raisons d'utilité politique. Ainsi celle qui prévoit la succession «de mâle en mâle». Encore une fois, il ne s'agit pas d'une règle a priori, mais d'une solution apportée à un problème concret. Ce problème se pose à partir de 1316, et l'exclusion des femmes de la succession est d'abord une pratique avant de devenir une



BON DE COMMANDE A RETOURNER A CITÉ
17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

Nom / Prénom :

Adresse :

☐ Commande le numéro 9 de «Cité» et verse pour cela 15 F

☐ S'abonne à «Cité»* et verse pour cela 60 F (soutien 100 F)
* pour 5 numéros

à l'ordre de «Cité», CCP 23 982 63 N Paris.

règle de droit dynastique. Ce n'est qu'en 1358 que l'on redécouvre la loi salique, et cette redécouverte correspond à un impératif national : il ne faut pas qu'une reine puisse, en se mariant à un roi étranger, lui apporter en dot la couronne de France.

C'est au terme de cette lente construction empirique que les lois fondamentales du royaume seront fixées. Primogéniture, masculinité, inaliénabilité de l'Etat et de l'indépendance de la nation. Ces lois s'imposent au roi et limitent par conséquent son pouvoir ; elles interdisent à la monarchie de devenir absolue, au sens dictatorial ou totalitaire du terme.

La succession par la naissance ne résume ni n'épuise la question du pouvoir :

— d'abord parce que l'hérédité est la condition nécessaire, mais non suffisante de la légitimité : elle est la condition première du bon fonctionnement de l'Etat, mais il faut encore que l'héritier de la couronne soit effectivement le serviteur du bien commun, et que sa disposition initiale au service soit reconnue par le peuple et bénéficie de son consentement (c'est le sens de l'acclamation lors de la cérémonie du sacre).

— ensuite parce qu'il y a un mystère du pouvoir, comme le disait Lucien Scubla en réfléchissant avec nous sur le pouvoir dans les sociétés primitives. Le roi y apparaît comme le chef du rituel, qui est lui-même la condition de l'existence de la communauté. Ainsi, même s'il ne gouverne pas, le roi des sociétés primitives a rapport avec la vie : dépositaire d'un pouvoir dont il n'est pas l'auteur, il est le représentant et le garant de la loi, et dispose d'un pouvoir limité qui n'est pas l'objet d'une adhésion inconditionnelle. Là encore, le roi doit rendre service, par le don notamment, et être source de paix et de prospérité.

Le mystère est que cette présence du roi, même s'il ne gouverne pas, même s'il n'a pas la puissance, est la condition du lien social. C'est dans ce sens qu'allait la remarque de Frédéric Mitterand sur le Japon contemporain qui tourne tout entier autour d'un palais impérial où il ne se passe rien et dans lequel vit un Empereur qui apparemment ne sert à rien.

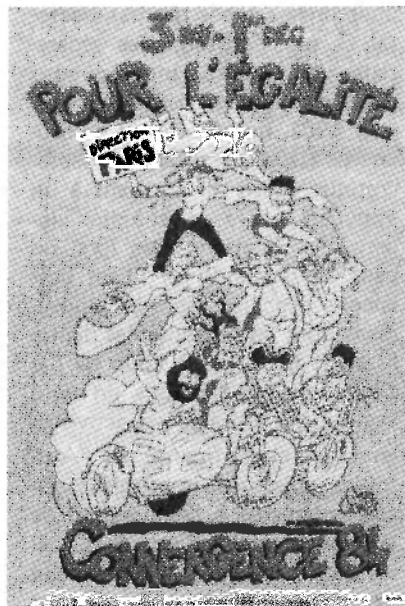
B. LA RICHARDAIS

une manif pas ordinaire

«Convergence 84 pour l'égalité» a réussi son pari : réunir plusieurs dizaines de milliers d'immigrés et de Français sur les thèmes du métissage culturel et de l'égalité dans le respect des différences.

Une manif ordinaire, type CGT par exemple, c'est net et sans bavure : les militants au pas répètent les slogans de la sono. qui répercute les formules et revendications désignées par la direction. Un service d'ordre aux mensurations adéquates encadre et dirige le flux humain, en prenant soin d'écarter les scories (en langage entendu on appelle ça les «provocateurs»). Rien de tel pour la manif de «Convergence 84 pour l'égalité», dont nous avons expliqué dans notre dernier numéro l'action et les objectifs. Au pied de la tour Montparnasse, la foule ne semblait pas nombreuse, à l'heure du départ, et l'échec était à craindre. Le ciel des mauvais jours renforçait l'impression. Progressivement, au rythme d'arrivée des groupes des différentes régions de France, l'inquiétude s'est dissipée. Le temps maussade aussi, pour un moment. 30.000 personnes au total, moins bien que la «marche des Beurs» de l'an dernier, qui a profité de circonstances particulières, mais pas si mal que cela, si l'on songe à la prolifération de la xénophobie depuis cette date (les deux millions de voix pour Le Pen aux européennes). Donc un succès indéniable, qui démontre la capacité de mobilisation des associations d'immigrés et des mouvements contre le racisme. Une force vient de naître, dont il faudra suivre la maturation et avec laquelle il faudra désormais compter. En tête du cortège, à tout seigneur tout honneur, les héros du jour : les cinquante motocyclistes, noirs, asiatiques, portugais, maghrébins et français, qui ont traversé un mois durant le pays. Les risques de récupération ont été écartés. Seule une camionnette de la CGT stationne loin devant la manifestation, avec quelque mauvaise intention en tête. Sûrement des provocateurs ! Après les «rouleurs de l'égalité», très applaudis, même au passage

des beaux quartiers, s'étire en discontinu un cortège bigarré, coloré, bruyant. N'oublions pas la volonté des organisateurs : rompre avec la manif traditionnelle, petit doigt sur la couture du bleu de travail. Rupture réussie : ce n'est pas vraiment le carnaval comme on le vit



à Londres ou à New-York, mais l'intention y est. Grosses têtes de carton-pâte, visages grimés ou masqués, tam-tam et cornemuse, orchestres juchés sur des camions qui donnent le pas de danse. Pas de discours, mais un flot de musiques. Quoi de plus efficace pour exprimer les différences ? A travers les visages, beaucoup de joie, celle de se retrouver ensemble, et de surprise, devant cette démonstration de force tranquille. Il suffit d'un air de fête pour faire tomber les préventions xénophobes et les préjugés racistes. Les slogans contre Jean-Marie Le Pen sont rares : quelques affichettes où le leader du Front National est affublé de la mèche et petite moustache de qui vous savez, sous le titre de «plus jamais ça», et l'inévitable «Le Pen salaud, le peuple aura ta peau», sans lequel il n'y aurait pas de rassemblement populaire digne

de ce nom. Mais Le Pen laisse indifférent le gros des manifestants. La fête s'accorde mal avec la haine et la dénonciation. Les banderoles réclament «une nouvelle citoyenneté», «ni rejet ni assimilation», «non à l'intolérance». Quelques formulations plus précises, mais minoritaires, demandent le droit de vote et l'autorisation du regroupement familial. Par moment, de salubres comportements d'irrévérence : une fille avec béret et baguette s'affiche «spécimen français moyen», un écriteau affirme que «le sang impur» abreuvant les sillons de l'hymne national est un fantasme.

Une grande partie des manifestants sont des jeunes maghrébins, la communauté immigrée la plus importante de France, et la première visée par le racisme. L'Union des Vietnamiens en France ne compense pas la sous-représentation des Asiatiques. Mais quelle importance puisqu'il est bien difficile de distinguer les ethnies dans ce grand brassage voulu des cultures ! Dans la foule, quelques visages connus : René Dumont, l'écolo au pull-over rouge, Christian Delorme, le curé des Miniguettes, et Mouna Aguigui, accompagnée par un juif qui crie «Shalom» à l'avenant. Significatif de ce que la différence ne saurait être défendue à n'importe quel prix, ce groupe de jeunes femmes maghrébines qui militent pour le respect de leurs droits. Incongrus et dépassés, les faucilles et marteaux de l'extrême-gauche, qui exhume à chaque manif ses drapeaux rouges. La L.C.R., par un raccourci audacieux, exige l'indépendance de la Nouvelle Calédonie. A quelques mètres de ce folklore, les jeunes immigrés de la deuxième génération dansent, rient... La politique ce n'est pas leur affaire. Ni Le Pen, ni le gouvernement ne sont leurs cibles. C'est là encore une rupture avec les manifestations habituelles, qui trouvent leur ressort en s'opposant. Deux grands absents, dont le sigle n'apparaît pas dans la floraison des badges et d'autocollants : le P.S. et le P.C. Une fois de plus, les partis de gauche montrent leur incapacité à pressentir et à accompagner un mouvement populaire.

Car mouvement populaire il y a bien. Par la tenue et la teneur de ce carnaval inter-ethnique, les jeunes immigrés ont fait la démonstration éclatante qu'ils composaient une force active dans la société française.

Emmanuel MOUSSET

nouvelle calédonie :

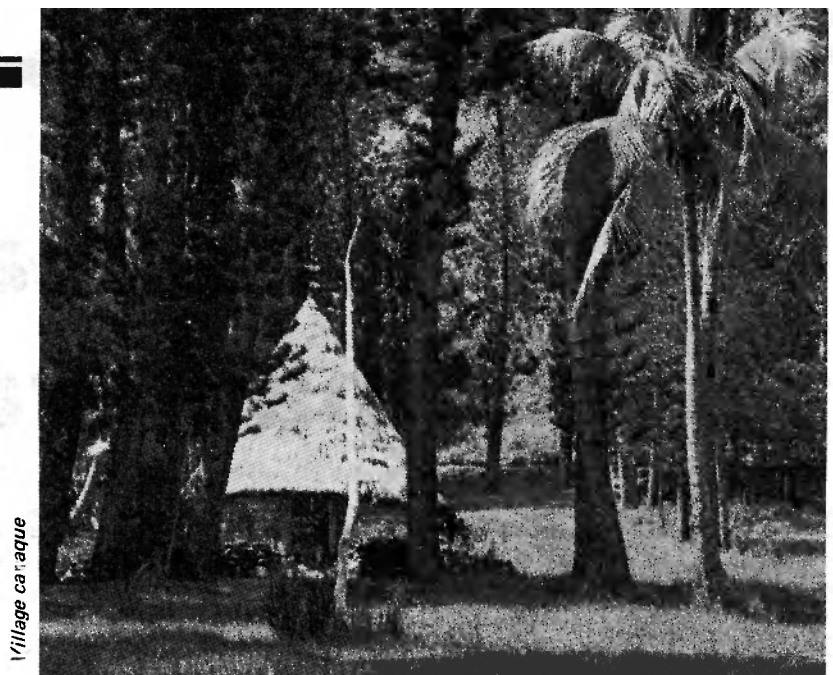
est-il trop tard ?

Les récentes élections à l'assemblée territoriale de Nouvelle Calédonie ont constitué le véritable point de départ de la campagne de destabilisation lancée par le Front de Libération Nationale Kanak Socialiste pour obtenir l'accélération du processus d'autodétermination. En fait, le principe de l'autodétermination est admis par tous mais encore faudrait-il s'entendre sur son sens et son contenu.

Les incidents violents de ces dernières semaines ne sont en réalité que le prolongement de toute une série de faits qui ont contribué au réveil de l'identité canaque tant dans le domaine culturel (rejet de l'assimilation pure et simple, renouveau de l'attrait pour la culture mélanésienne auprès des jeunes) qu'économique et politique (problème des terres ancestrales et de la réforme foncière, aspiration à une meilleure et plus juste distribution des richesses tirées du sol de l'île...). Il ne faut pas oublier que les Canaques faillirent disparaître totalement, à l'instar des Tasmaniens en Australie, victimes d'une colonisation pour le moins brutale et ce n'est qu'en 1951 qu'ils acquirent le droit de vote. A partir de 1952, ils purent poursuivre des études alors qu'auparavant l'accès au collège leur était interdit !

Les Canaques ont donc subi un préjudice réel et le Parti socialiste proposa, avant 1981, l'accession à l'indépendance du territoire, peut-être au titre de réparation, sans doute à cause du vieux complexe colonialiste qui hante la gauche. Néanmoins,

les élections territoriales de novembre 1984 ont marqué une nette victoire du Rassemblement Pour la Calédonie dans la République, hostile à l'indépendance. Le beau mécanisme mis en place par le gouvernement socialiste était brisé : par le résultat électoral et par l'attitude des séparatistes du FLNKS, interlocuteurs privilégiés du gouvernement depuis 1981, qui décidèrent de brûler les étapes du processus démocratique prévu en appelant à un « boycott actif », c'est-à-dire violent, des élections. Dès lors, on peut se demander si l'Etat doit encore négocier avec un mouvement dont les responsables démolissaient les urnes à coup de hache le jour des élections, un mouvement qui entraîne ses activistes en Libye et est financé par l'Australie, puissance impérialiste locale intéressée à l'élimination de la France du Pacifique Sud. Désorienté par la brusque tournure des événements, le gouvernement a toléré l'intolérable (barrages, intimidations, maisons incendiées, fonctionnaires séquestrés...) afin de parvenir malgré tout à un accord avec le FLNKS sur les modalités de l'autodétermination.



Village canaque

QUELLE «AUTODÉTERMINATION» ?

Arguant du « droit du premier occupant », les indépendantistes voudraient exclure du référendum d'autodétermination les non-mélanésiens. Mais qu'est-ce qu'un premier occupant ? Les Francs ne sont pas les premiers occupants de la France.. Cette notion ne permet absolument pas d'envisager un scrutin à seule participation canaque. Rappelons pour mémoire que lors du plébiscite du Schleswig en 1920, il fallait être domicilié depuis vingt ans sur le territoire pour pouvoir voter, 15 ans de résidence pour le plébiscite d'Allenstein, 16 ans pour la Sarre en 1935, 6 ans seulement pour Mainenwercler (1920). Cas extrême, il fallait vivre en Islande depuis 3 générations pour participer au scrutin sur l'indépendance de 1944. Ces divers cas prouvent qu'il n'existe pas de doctrine internationale stable. En fait, le seul principe équitable est celui selon lequel la terre appartient à tous ceux qui y vivent et donc tous doivent pouvoir voter, sans distinction de communauté. Or, si un tel scrutin avait lieu, il semble incontestable que le principe du maintien dans le cadre français l'emporterait. Dès lors, le gouvernement ne peut refuser aux Calédoniens d'exprimer librement leur volonté, sous peine de bafouer les plus élémentaires principes démocratiques. Si la population, toutes ethnies confondues, refusait l'indépendance, le gouvernement devrait alors prendre les mesures nécessaires pour faire respecter la légalité par le FLNKS, ce qu'il ne fait pas aujourd'hui. Quel que soit le résultat, la France devra s'incliner devant un scrutin libre et régulier duquel personne n'aura été exclu. Mais il n'est pas interdit d'évoquer l'importance croissante

du Pacifique comme nouveau pôle de développement économique et politique mondial. Très certainement, le départ de la France de cette partie du globe constituerait un coup très dur, sinon fatal, pour le rôle international qu'entend jouer notre pays.

DANS L'IMMÉDIAT...

Mais actuellement c'est la question de l'ordre public qui se pose à la Nouvelle Calédonie. Jusqu'à la nomination d'Edgar Pisani, l'attitude du gouvernement a été pour le moins ambiguë, voire dangereuse. Le Président de la République, garant de la Constitution, doit tout faire pour rétablir la sécurité des biens et des personnes et permettre le déroulement d'une consultation libre où tous les Calédoniens seront appelés à se prononcer sans distinction d'origine ou de race. Il faut espérer que ce soit là le mandat confié à l'ancien ministre du général de Gaulle. Si ce n'était pas le cas, le Président de la République manquerait aux devoirs de sa charge et contribuerait à rendre la situation locale irréversible par un « pourrissement » généralisé, aiguisant les antagonismes communautaires. Le gouvernement a commis une erreur condamnable en contribuant au développement du mouvement indépendantiste après mai 81 et en laissant libre cours aux débordements violents. Pourtant, une Nouvelle Calédonie prospère, qu'elle soit indépendante ou française, ne pourra exister qu'avec une cohabitation harmonieuse de ses diverses communautés. Le Président doit donc empêcher que l'irréparable ne se produise, la rupture violente entre Canaques et Européens. Mais n'est-ce pas trop tard ?

Antony SPANO

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

inde :

le tombeau de l'empire (1)

Nehru avait déjà tout dit à Malraux à la fin de 1958 lorsque le général de Gaulle, encore président du conseil, décida de rétablir avec l'Inde des relations qui depuis 20 ans n'avaient cessé de s'affaiblir. Une relecture des «Antimémoires» est une clef plus sûre de compréhension des événements actuels qu'une approche trop occidentale en termes de grandes puissances.

«— Depuis l'Indépendance, qu'est-ce qui a été le plus difficile? — Faire un Etat juste avec des moyens justes.

Et après un instant :

— Peut-être aussi faire l'Etat laïque d'un pays religieux. Surtout lorsque sa religion ne se fonde pas sur un livre révélé.»

L'Inde ne fut un Etat que dans le mariage, indo-musulman de l'empire moghol, anglo-indien du Raj, l'Empire des Indes britanniques. Je note entre parenthèses que ce dernier joue depuis quelques années dans le tréfonds du peuple anglais un peu comme l'Empire austro-hongrois sur les Européens du continent, spécialement dans les deux cas les dernières années : après «Chaleur et poussière» et «Le Joyau de la Couronne», populaire série télévisée de 14 semaines (1), on vient de tourner «La route des Indes», d'après Forster !...

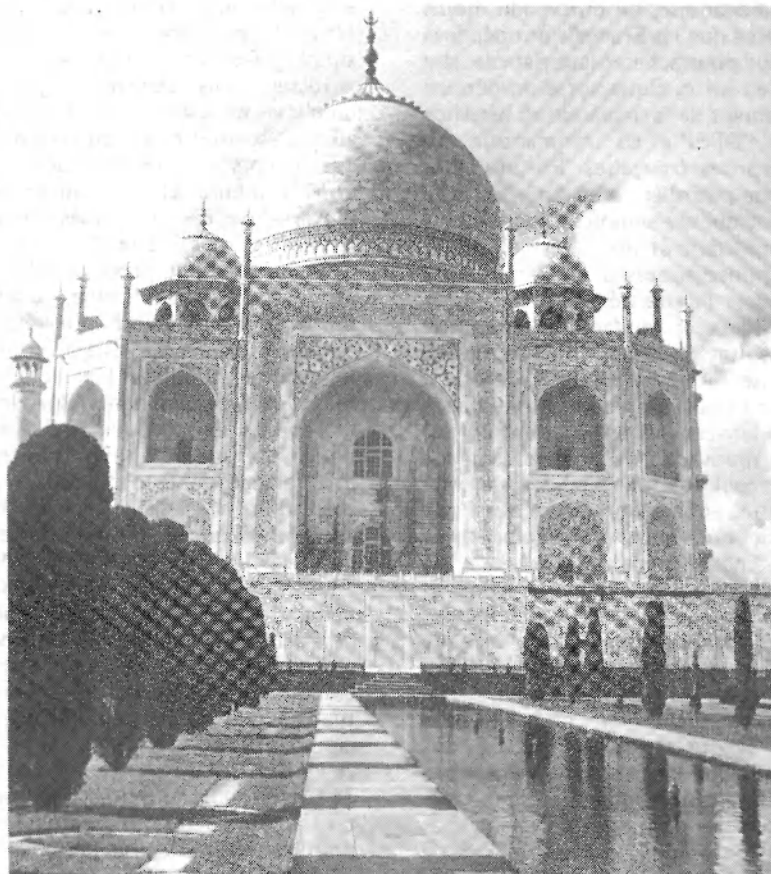
L'Angleterre a laissé à l'Inde le réseau ferré, l'administration et l'armée, le tout parfaitement «indianisé». Cependant, «Nehru était contraint de sembler faire l'Inde comme Gandhi avait conquis l'Indépendance», c'est-à-dire par la non-violence, l'appel aux sentiments les plus profonds de l'âme indienne :

«Dans quelle mesure, se demandait-il, un Etat pourrait-il se fonder sur l'action non-violente ? Mais ce que nous avons voulu faire, était-ce bien un Etat ?»

C'est grâce à la non-violence que l'Inde est «la rivale des grandes révolutions», et qu'elle délivre au monde un message différent, spirituel. La France, disait Dominique de Roux, doit soutenir l'Inde car «elle est la seule chance de spiritualisation de la matière». Régis Debray le souhaite aussi mais pour sauver la plus grande démocratie du monde qui veut être soi-même. Comment sauver l'Inde, c'est-à-dire l'Etat d'un pays dont la conscience nationale est d'abord religieuse ?

de qui veut être soi-même. Comment sauver l'Inde, c'est-à-dire C'est grâce à la non-violence que l'Inde est «la rivale des gran-

Le Taj Mahal d'Agra (l'Inde de l'empire moghol).



des révolutions», et qu'elle délivre au monde un message différent, spirituel. La France, disait Dominique de Roux, doit soutenir l'Inde car «elle est la seule chance de spiritualisation de la matière». Régis Debray le souhaite aussi mais pour sauver la plus grande démocratie du monde qui veut être soi-même. Comment sauver l'Inde, c'est-à-dire l'Etat d'un pays dont la conscience nationale est d'abord religieuse ?

Nehru se désolait : «Formée pour l'Indépendance, notre organisation est en train de devenir électorale». «Pauvres élections», commente Malraux. L'Inde ne tient pas par le Congrès. Elle a te-

nu par Nehru, par sa fille Indira; aujourd'hui instinctivement, elle s'en remet au petit-fils. «D'Indira, impératrice des Indes, a remarqué André Fontaine, on attendait l'exercice de ce pouvoir arbitral qui fait tenir ensemble les morceaux disparates de son empire». («Le Monde» du 9 novembre).

D'aucuns évoquent un recours à l'armée. De fait, Indira a eu recours à l'armée de façon croissante : c'est l'armée qui a tenu pendant l'état d'urgence (1975-77); elle qui a réprimé les troubles comme dans l'Assam depuis plus d'un an; elle encore qui, quoiqu'environ 15% des grades supérieurs et des postes de commandement appartiennent à des sikhs, a tenu contre les indépen-

chose : le Véda, c'est-à-dire «la législation et l'administration aux Brahmanes, les chars et les avions aux Kchatryas (2).

La mise en question de la non-violence pourrait bel et bien déclencher un cataclysme. Mme Gandhi s'inquiétait dans ses derniers discours d'une résurgence du fanatisme religieux allié à la superstition s'alimentant à la situation d'arriération. Des observateurs notent l'absence d'éducation religieuse parmi les jeunes, les bouleversements causés par le déracinement dans les grandes villes. Pour Nehru déjà, la religion avait presque perdu sa spiritualité, aux Indes comme en Occident. Gandhi avait été le gourou de Nehru. Nehru, personnellement agnostique, était néanmoins le gourou de la nation. Indira a sans doute aussi ressenti ce besoin mais a du accentuer (trop ?) l'autre aspect de «dame de fer». Il n'est pas sûr que son fils aîné Rajiv dont on craint à cet égard la «douceur», par contraste avec la dureté de son frère Sanjay, soit moins armé pour représenter l'Inde immortelle autant que l'administration la plus moderne.

Il est indéniablement du devoir de la vieille Europe de tendre une main fraternelle à l'Inde éternelle. Là plus qu'ailleurs, il ne suffit pas de le vouloir pour réussir. Rétablis en 1958, les liens officiels s'étaient distendus après la mort de Nehru (1964). De 65 à 75, aucun premier ministre ne s'est rendu en Inde. Giscard alla à la Nouvelle Delhi en 80, Indira vint en visite officielle en France en 81, Mitterrand y alla en 82, mais il semble qu'il y ait toujours la même difficulté à développer ces relations (3) qu'au XVIIIème siècle, lorsque Bussy constatait : «la constitution du gouvernement français résiste à l'idée de vouloir devenir puissance de terre dans l'Inde». Une monarchie, qui aurait tiré la leçon de l'épopée de l'Inde française, saurait peut-être mieux prêter la main à la dynastie des Nehru.

Yves. LA MARCK

(Dans le prochain Royaliste Y. La Marck poursuivra ses réflexions sur l'Inde en s'interrogeant sur les menaces extérieures.)

(1) d'après l'œuvre de Paul Scot, «The Raj Quartet».

(2) Caste des guerriers.

(3) Selon «Le Point», nous aurions laissé passer l'occasion en n'ayant jamais adressé à Rajiv Gandhi d'invitation officielle depuis qu'il a été élu en 1981, alors que Londres puis Moscou le recevaient en chef d'Etat en 1983.

La «réduction de la contrainte extérieure» et le désendettement de l'économie française sont, selon André Grjebine, les préalables à une politique économique capable de remédier à l'inflation par une nouvelle répartition des «contreparties de la masse monétaire», au chômage, par une politique industrielle globale définie dans le long terme, et au déficit de la balance commerciale.

la croissance en question

● **Royaliste :** Le quadruplement des tarifs pétroliers qui intervient fin 73 se trouve-t-il à l'origine de la récession que connaît la France depuis 1974 ou bien n'est-il que l'élément révélateur d'une crise beaucoup plus profonde qui trouve ses racines dans le système mis en place au début de la Vème République ?

André Grjebine : Je crois que la crise a trois grandes composantes. La première remonte au début des années 60 et réside dans la politique budgétaire menée à partir de ce moment-là. Comme vous le savez, la création de monnaie peut se faire de trois manières : par des entrées d'or et de devises si le pays a un excédent commercial - ce qui n'est pas le cas de la France -, par un déficit budgétaire financé par une création monétaire de la part de l'Etat et, enfin, par un endettement des agents économiques auprès du système bancaire. Il est clair que si l'on décide de réduire sinon de supprimer le déficit budgétaire, il ne reste plus qu'une seule voie de création de monnaie : celle de l'endettement.

Or cet endettement a deux conséquences :

— d'une part plus les entreprises sont endettées, moins elles investissent (du reste moins les banques leur permettent d'investir),
— et d'autre part, surtout à partir de 1968 date à laquelle les taux d'intérêt commencent à s'élever, l'endettement provoque une hausse des frais financiers que les entreprises répercutent immédiatement sur leurs prix.

Je soutiens donc la thèse suivante : c'est la faiblesse du déficit budgétaire qui se trouve être à l'origine de l'inflation et non le contraire.

Le second élément qui permet d'expliquer la stagflation, qui commence en France à la fin des années soixante, c'est l'absence d'une politique capable de renforcer le consensus social. Les gouvernements ont cherché à répondre à la contestation par des augmentations de salaire. Il est évident que lorsque les salaires augmentent inconsiderablement, cela se traduit par une progression de l'inflation.

Enfin, troisième facteur de crise, c'est la crise pétrolière qui a eu deux types d'effets. Un effet

directement inflationniste dans la mesure où la hausse du prix du pétrole a été répercutée par les entreprises sur leurs prix et un effet déflationniste puisqu'il y a eu détournement de la demande des producteurs français vers l'OPEP. En effet, les entreprises françaises qui pouvaient espérer vendre des marchandises en ont vendu moins parce que les Français ont dépensé plus pour acheter leur pétrole. Il y a eu en quelque sorte un détournement de la demande au bénéfice de l'OPEP et au détriment des entreprises françaises. Ensuite cette crise pétrolière a eu un effet indirect qui me semble beaucoup plus important et qui a résidé dans la réponse apportée à cette crise, à savoir l'austérité. Je crois que la crise est fondamentalement le résultat de la politique de rigueur mise en œuvre depuis 1976 et qui a eu pour conséquence une baisse des investissements (les entreprises ne pouvant investir si la demande stagne) et un vieillissement de notre appareil productif qui explique que notre économie est de moins en moins compétitive.

● **Royaliste :** Mais dans la mesure où les politiques de relance de 75 et de 81 avaient échoué, l'austérité n'était-elle pas la seule solution ?

André Grjebine : Nous nous trouvons dans une situation nouvelle qui condamne simultanément les politiques de relance par la consommation - qui, cela dit en passant, ne sont pas des politiques keynésiennes au sens strict puisqu'une politique keynésienne nécessiterait une politique de relance par l'investissement - et les politiques de l'offre. En réalité il faut juxtaposer l'une et l'autre et si l'on ne fait que l'une on court à l'échec. Si l'on examine les politiques de relance par la consommation faites en 75 par M. Fourcade et en 81 par MM. Mauroy-Delors, on s'aperçoit qu'elles ont conduit à une aggravation du déficit extérieur et, avant même que le phénomène de multiplication ait pu jouer, le gouvernement dans les deux cas a du rebrousser chemin. Cette politique n'est donc pas tenable compte tenu de la contrainte extérieure provoquée par le choc pétrolier.

En même temps on observe, tant en France qu'en Allemagne

ou en Angleterre, que les politiques qui cherchent à renforcer l'offre sans jouer sur la demande sont elles aussi vouées à l'échec, toujours pour cette raison fort simple que les entreprises n'investissent pas seulement parce qu'elles peuvent investir mais aussi et surtout parce qu'elles ont des clients et qu'elles doivent donc produire plus. D'ailleurs à l'inverse de ces politiques, si la relance a réussi aux Etats-Unis c'est précisément parce que l'administration républicaine, involontairement semble-t-il, a réuni ces deux éléments : elle a réduit les recettes publiques - et notamment les prélèvements sur les entreprises - et provoqué un déficit budgétaire massif qui a favorisé une relance de la demande. Il y avait d'un côté allègement de la situation financière des entreprises donc amélioration de l'offre et de l'autre côté motivation par la demande. C'est la conjonction des deux qui explique la relance américaine et l'absence de cette conjonction qui explique la situation que connaissent les principaux pays européens.

● **Royaliste :** N'est-il pas trop tard aujourd'hui pour appliquer la politique que vous préconisez ?

André Grjebine : Chaque année d'application ne répondant pas pleinement à cette double exigence d'un soutien simultané de l'offre et de la demande fait que toute modification devient de plus en plus difficile. Cela est vrai depuis dix ans et plus on continuera plus ce sera pénible. C'est un premier constat. Deuxième constat, je crois qu'effectivement le fait de s'apercevoir que la relance par la consommation ne menait qu'au déficit extérieur était souhaitable et c'était une bonne chose de faire marche arrière. Cela dit, il ne suffit pas d'effacer les erreurs précédentes pour faire une bonne politique. Il faut désormais mener une politique plus dynamique qui permette d'obtenir un désendettement des entreprises et une réduction accélérée de la contrainte extérieure.

● **Royaliste :** Comment cela peut-il se traduire concrètement ?

André Grjebine : Un des procédés que je propose pour réduire les dettes des entreprises est de partir du plan d'épargne-action existant et d'aller plus loin en décrétant que chaque Français qui achèterait des actions «extraordinaires» pourrait les déduire directement de ses impôts à condition de ne pas les revendre immédiatement (si tel était le cas il serait de nouveau assujéti au fisc). Deuxième phase : les entreprises qui auront reçu ce capital devront l'utiliser pour rembourser leurs dettes à leurs banques. Il n'y aura pas, par ce biais, création d'une monnaie supplémentaire mais remplacement d'une monnaie créée par endettement par une monnaie libre de toute dette, créée par l'Etat au nom d'un rétablissement de son pouvoir régalié de battre monnaie. Enfin, troisième phase, les entreprises qui auront de cette manière obtenu une réduction importante de leurs frais financiers devront la répercuter sur leurs prix.

Second élément de réponse : avant d'entreprendre une nouvelle relance il faut réduire la contrainte extérieure. Cela signifie qu'il faut réduire les dépenses publiques non productives (et le gou-



«Il est évident que la mutation technologique»

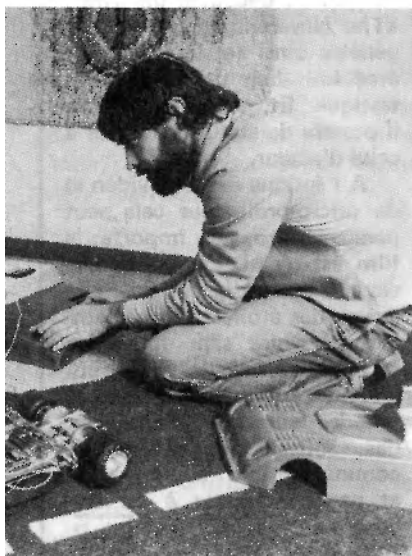
ce n (3)

vernement actuel fait des efforts dans ce sens) et accroître les investissements publics visant à réduire notre facture énergétique. Je proposais dans «L'Etat d'urgence» un mécanisme qui permettrait par un développement des réseaux de chaleur de réduire de près de moitié nos importations de pétrole en quatre ans. Je vous rappelle pour mémoire que le déficit énergétique actuel est de l'ordre de 180 milliards. L'application de cette mesure se traduirait par un excédent commercial considérable.

Ensuite il faut «donner du muscle» à notre économie et cela se fera progressivement à condition qu'il y ait une reprise économique et, pour qu'il y ait reprise économique, il faut qu'il y ait réduction de la contrainte extérieure. C'est donc un préalable à toute autre politique.

● **Royaliste :** Les nationalisations de 1981 peuvent être un premier pas fait dans ce sens, dans la mesure où elles ont été considérées comme un acte d'affirmation nationale face aux multinationales.

André Grjebine : Oui, mais ce n'est pas tant le problème posé par les multinationales qui importe que celui posé par notre dépendance énergétique. Et donc il faut mettre à contribution les entre-



duira une mutation culturelle...



Né en 1948, André Grjebine enseigne l'économie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il a publié des ouvrages sur la réforme du système monétaire international et la nouvelle économie internationale. Les lecteurs de «Royaliste» et de «Cité» (numéro 6-7) connaissent son livre «L'Etat d'urgence», Flammarion, prix franco : 79 F.

prises qui peuvent produire des canalisations pour mettre en place des réseaux de chaleur, les entreprises du bâtiment et des travaux publics pour faire des percées, etc. De la même façon, la question n'était pas tant de savoir si les banques devaient être nationalisées ou non, que d'éviter que les banques commerciales (nationalisées ou non je le répète) créent de la monnaie moyennant endettement : que vous soyez endetté auprès du Crédit Lyonnais ou d'une banque privée, pour vous, le problème est le même. Je termine sur ce point en signalant que la politique que je préconise n'a rien à voir avec un renforcement de l'interventionnisme. La relance doit être obtenue, dans le contexte actuel, non pas par une augmentation des dépenses publiques mais par une réduction des recettes publiques, c'est-à-dire par un désengagement général de l'Etat, quitte à ce qu'il soit plus engagé dans des secteurs stratégiques comme l'énergie.

● **Royaliste :** Dans «L'Etat d'urgence» vous vous prononcez contre le protectionnisme, pouvez-vous expliquer pourquoi ?

André Grjebine : Avant de se poser des questions en termes de protectionnisme, il faut savoir ce qu'on va protéger. Notre principal problème est d'ordre énergétique et, dans ce domaine, il n'y a rien à protéger car avant de protéger il faut produire. Il faut commencer par fabriquer un produit. Ensuite seulement on peut penser au protectionnisme. Celui-ci ne doit venir qu'après et n'être envisagé éventuellement que dans le cadre d'une stratégie d'ensemble.

● **Royaliste :** Pour en revenir aux Etats-Unis et aux conséquences de la reprise économique sur l'emploi, la première année de gestion républicaine s'est traduite par une augmentation du chômage...

André Grjebine : Effectivement je crois que dans un premier temps il s'agissait d'une politique très drastique...

● **Royaliste :** N'était-ce pas une politique d'austérité comparable à celle qui est menée actuellement en France et qui a pour but de revenir à des bases saines ?

André Grjebine : Oui, mais dans des conditions qui n'étaient pas comparables en ce sens que cette politique draconienne a permis de casser la hausse des salaires de manière spectaculaire et avec un coût social considérable mais les résultats ont été beaucoup plus nets car le marché du travail est plus mobile aux Etats-Unis qu'il ne l'est en France. De plus, dans notre pays, un grand nombre de fonctionnaires ou d'employés de grandes entreprises sont assurés de garder leur emploi et, par conséquent, n'ont pas de raison de ne pas revendiquer des hausses de salaire. D'où le risque de voir la société se scinder en deux groupes : d'une part ceux qui sont au chômage et ceux qui sont de plus en plus menacés par le chômage, et d'autre part ceux qui, de par leur position privilégiée, peuvent continuer à revendiquer des avantages. Il faut toutefois préciser que le but en soi doit être de réduire la différence entre l'augmentation nominale des salaires et l'augmentation réelle qui réside dans l'inflation, mais il ne doit en aucun cas être de réduire les salaires réels, sinon on réduit la demande qui s'adresse aux entreprises et on plonge le pays dans la récession.

● **Royaliste :** La science économique s'avère incapable d'apporter des réponses à la crise. Le monétarisme a échoué, vous l'écrivez dans votre livre, le keynésianisme n'a réussi que parce que la conjoncture le permettait et pourtant vous n'hésitez pas à vous proclamer partisan d'une politique keynésienne.

André Grjebine : Non je ne suis pas partisan d'une politique keynésienne. Le monétarisme et le libéralisme classique ont fait la preuve de leur nocivité dans les années 30 et la font encore aujourd'hui. Le keynésianisme a montré son efficacité pour résoudre un certain nombre de problèmes mais il y a de nouveaux problèmes qui se posent, il faut donc dépasser Keynes et non pas revenir en arrière. Dès lors les politiques que je préconise - je ne sais pas si elles sont keynésiennes ou

non, à la limite ce n'est pas mon problème - essaient d'adapter des politiques d'inspiration keynésienne à de nouvelles situations et d'aller plus loin.

● **Royaliste :** Pour sortir de la crise, la solution doit-elle obligatoirement s'envisager dans le cadre de l'économie marchande et étatique telle qu'elle fonctionne actuellement. En d'autres termes, le changement ne peut-il pas plutôt être d'ordre culturel ?

André Grjebine : Je suis très méfiant et sceptique sur les modifications culturelles. Autant je crois qu'il est possible d'influencer les éléments d'ordre technique en améliorant la politique économique, budgétaire, etc., autant je pense qu'il est difficile dans le domaine culturelle de faire violence à la population. C'est difficile mais en plus ce n'est pas souhaitable parce que cela peut conduire à des situations dramatiques comme celle que connaît l'URSS par exemple. Cette précision étant faite, il est évident que la mutation technologique induira une mutation culturelle progressive comme celle que l'on a connue quand on est passé de l'économie agricole à une économie industrielle. On doit pouvoir rendre d'avantage d'autonomie aux individus et réduire la main-mise de l'Etat dans certains secteurs. Il y a dans ce domaine toute une réflexion à mener. Encore faut-il se méfier du rôle de la mode dans le combat politique. On est passé d'un marxisme tout à fait primitif à la fin des années 70 à un libéralisme tout aussi schématique et primitif. En fait, si on réexamine l'expérience que vient de vivre la gauche et qu'elle continue de vivre on constate que dans un premier temps on a essayé d'appliquer des recettes inappropriées au nom d'une idéologie dépassée, puis on est revenu à un plus grand réalisme, j'attends maintenant un troisième temps qui serait le temps de la réforme constructive et adaptée à la situation. La droite est en train de préparer le même processus : je ne vois personne réfléchir sur des mesures concrètes ; je les vois au contraire s'éloigner du réel pour sombrer dans une idéologie surannée. Je trouve étonnant que tant d'ouvrages paraissent, vantant les mérites du libéralisme et ignorant que c'est ce libéralisme qui est à l'origine de la crise de 29.

Je trouve du reste surprenant que tant de journalistes rendent compte de ces ouvrages sans signaler ce genre de bévues monumentales. C'est comme si sous prétexte qu'il faut dépasser Copernic on revenait à Ptolémée.

propos recueillis
par Patrice Le Roué

prix nobel :

jaroslav seifert lauréat inconnu

Qui est poète aujourd'hui ? On ne peut se soustraire à cette question après tant d'expérimentations, d'ismes, de nouvelles vagues éphémères qui caractérisent les mouvements poétiques de notre siècle. Combien y a-t-il de définitions possibles ?

Pourtant, l'œuvre et la vie de Jaroslav Seifert, prix Nobel 1984, nous propulsent au-delà des classifications, des spéculations et des modes d'avant-garde. Ils nous renvoient à ce pays qui demeure immuable et ne changera jamais, au royaume très ancien où la parole naquit en tant que chant, chant de l'amour et de la mort. Le poète est le serviteur humble et rigoureux de ce règne. En tant que tel, il ne peut devenir que ce qu'il doit être - un maître chanteur.

Jaroslav Seifert est resté tout entier fidèle à cette vocation. Fidélité d'autant plus exceptionnelle qu'il vit dans un pays qui a subi depuis sa naissance, en 1901, de si nombreux coups du destin que de simplement « rester soi-même » est la plus difficile des choses : mêmes les auteurs les plus honnêtes ont été « forcés » plusieurs fois de changer de couleur en parole et en conviction.

Il est le maître chanteur dont la voix, sans s'imposer, force la porte étroite et secrète des profondeurs du cœur et s'y loge pour toujours. Réveillez en pleine nuit un Tchéque et demandez-lui de citer un vers quelconque, le premier qui lui vienne à l'esprit, je vous le garantis, ce sera un vers de Seifert. Sa poésie est devenue pour nous comme le pain quotidien, béni dans sa présence discrète, indispensable.

Né dans un milieu ouvrier très pauvre, il appartient à la génération des grands poètes (comme Hora, Nezval, Halas, Holan, Hrubin...) qui a surgi après la guerre de 14 et a profondément marqué le visage des lettres tchèques. Tandis que ses amis exploraient diverses perspectives de la maîtrise de la langue et de l'expression en liaison avec les courants esthétiques européens de l'époque (sur-réalisme, dadaïsme, expressionnisme, existentialisme) et se li-

vraient souvent à des compositions à grande échelle, Jaroslav Seifert demeurait fidèle au lyrisme pur, à la vision poétique de l'instant fugitif et quotidien. Un douloureux Rousseau de la parole. Même la Révolution figure dans ses premiers recueils comme un carnaval des amoureux... Non sans avoir subi quelques influences contemporaines, on le retrouve à l'aube des années 30 poète de chansons à la forme superbement équilibrée, harmonieuse, jouant en maître d'un verbe d'une légèreté, d'une souplesse jusqu'alors inouïes dans la poésie tchèque. De son parcours personnel, il faut retenir sa séparation pour toujours du parti communiste en 1929. Depuis la guerre de 39, il n'a pas varié dans ce qu'il représente pour nous jusqu'à ce jour - une île de lumière, de pureté, une voie vers la source éternelle de vie dans un monde qui est devenu de plus en plus sordide, hypocrite et pervers.

Il ne fut jamais un « opposant », ni militant, ni « engagé » et pourtant ce fut lui (et lui seul parmi tant de « grands esprits ») qui intervint sans cesse en faveur des écrivains emprisonnés des années 50, à une époque où l'expression d'idées beaucoup moins « perturbante » était punie de longues années de prison. Ce fut lui qui prononça, en 1956 au congrès de l'Union des Écrivains, le principal discours évoquant la conscience nationale et réclamant la liberté d'expression; il le fit en face du Président de la République « Populaire ». Ce fut lui qui prit la présidence de l'Union des écrivains au lendemain de l'invasion soviétique et s'y maintint jusqu'à sa dissolution forcée. Enfin, dès 1977, il signa la déclaration de la Charte 77.

A soixante-dix ans, réduit au silence par la disgrâce des maisons

d'édition étatiques, il devient le classique du samizdat tchèque, ses œuvres répandues clandestinement connaissent un succès colossal - plusieurs milliers et peut-être dizaines de milliers d'exemplaires dactylographiés circulent dans le pays. A tel point que l'État policier se résigne enfin à laisser paraître ses derniers recueils dans les maisons d'édition officielles.

Et quels recueils ! Le poète est à quatre-vingts ans non seulement en pleine possession de ses forces créatrices mais encore en progrès : sa poésie subit une métamorphose profonde et devient un conte très ancien, une parabole d'approche de la mort, de l'inconnu, de l'abîme. Il se débarrasse sans pitié de tout son équipement poétique, il n'hésite pas à sacrifier ce dont il s'est rendu maître - la cantilène du vers, la métaphore, le rythme - pour faire place à l'expérience majeure de la Rencontre.

« Toute ma vie j'ai désiré la liberté »

Enfin j'ai découvert la porte
Par laquelle on entre chez elle
C'est la mort ! »

Seifert est actuellement hospitalisé à Prague, au bord de la finale métamorphose.

Martin HYBLER

Seifert est un auteur très fécond mais sa poésie, par son enracinement profond dans la langue tchèque, pose des problèmes presque insolubles aux traducteurs occidentaux. Il existe une édition bilingue tchèque-anglaise de « *Morový sloup* » (« Colonne de la peste »), Londres 1977, la même en hollandais et en suédois. En français, nous n'avons que « Les Chants de Prague » (1968) et quelques poèmes dans l'anthologie de la poésie tchèque contemporaine « Les funambules de Prague » publiée à Toulouse par l'Université Le Mirail cette année, et dans la revue « K » éditée à Paris. On prépare la traduction des mémoires du lauréat Nobel (« Toutes les beautés du monde ») en anglais, allemand, et peut-être en français.



En 1811, Mme de Staël écrivait des « Réflexions sur le suicide ». Ce texte nous mène des abîmes du désespoir et de la douleur à la Rédemption et à la vie. Les éditions de l'Opale ont jugé nécessaire d'offrir au public ce livre en réponse à celui sorti chez Alain Moreau. En effet, ce dernier ne se contente pas d'indiquer les moyens de mourir proprement, il

film

pour Noël

« L'histoire sans fin » est un film pour enfants qui risque de passer inaperçu à côté du traditionnel Walt Disney de fin d'année et du désormais inévitable Spielberg.

Un petit garçon dont la mère vient de mourir, et que ses copains de lycée prennent comme souffre-douleur, trouve refuge dans la lecture. Il « séclate » en lisant Jules Verne, R.-L. Stevenson, F. Cooper... Un jour il découvre un livre : « The Neverending Story »... Il pénètre ainsi (et le spectateur avec lui) dans un monde fantastique. Et, à la fin du livre il passera du statut de lecteur à celui d'acteur.

A l'époque des jeux vidéo et du micro-ordinateur cela peut paraître rétro, peu importe, le film est réussi. Les effets spéciaux sont dignes de « La guerre des étoiles ». Et surtout, cette histoire sans fin à un sens. Elle change des films pour enfants qui ont tendance à prendre leurs spectateurs pour des sous-développés de la communication audio-visuelle et par conséquent à les surprotéger.

P.L.R.

«suicide-antidote»

Au moment où les poursuites judiciaires de l'éditeur Alain Moreau contre la rédaction des «Jeudis de l'information» donne une nouvelle actualité au best-seller à scandale «Suicide-mode d'emploi», il est sans doute utile de redécouvrir un texte comme celui de Mme de Staël sur ce problème de tous les temps et de tous les milieux.

expose une série de remarques qui sont là pour confirmer les pensées suicidaires du lecteur, les légitimer, et vulgariser le geste irréparable. Un homme prêt à faire ce geste se satisfera de tels écrits et s'y complaira. Il n'est pas à même d'étayer une réflexion, avec la volonté d'y opposer des arguments et de la mettre en relation avec d'autres pensées, parce qu'une

telle démarche est celle d'un homme dont le souci est l'équilibre, donc qui construit son existence, la vie.

Mme de Staël, elle, suit cette démarche et y conduit son lecteur. Elle était pour lui des réflexions et ainsi l'invite à exister.

Tenter de retrouver la dignité morale de l'homme est le but de Mme de Staël qui s'interroge sur la

souffrance et le secours de la religion.

Le suicide crie la souffrance d'un homme. Il convient de comprendre la façon dont l'homme ressent la douleur et de prévoir ses réactions. D'après Mme de Staël «le bonheur consiste dans la possession d'une destinée en rapport avec nos facultés». Si nos facultés sont permanentes, nos besoins ne cessent de croître. Il est des hommes qui ne supportent plus cette disproportion. Une telle douleur morale est parfois plus vive qu'une douleur physique. Pourtant, si la douleur physique fait périr le corps, la douleur morale est à même d'avoir une action positive sur l'âme, celle de la régénérer, de lui faire découvrir la fermeté. Cette fermeté c'est accepter le mal et le dépasser. «Nous ne pouvons concevoir la liberté de l'homme sans la possibilité du mal. Nous ne pouvons concevoir la vertu sans la liberté de l'homme...» Vouloir échapper au sort qui vous poursuit et se tuer par impatience de la douleur c'est

oublier sa conscience. Ce n'est sûrement pas un acte de lâcheté, mais c'est un acte perdu.

A l'inverse un exemple merveilleux de la véritable dignité morale de l'homme, c'est le martyr. Au regard du martyr le suicide paraît bien indigne. Et Mme de Staël d'écrire : «Quand on a vu marcher à l'échafaud la victime la plus respectable et la plus pure que les factieux puissent immoler, Louis XVI, on se demandait quel secret secour la main de Dieu lui prêtait dans cet abîme de malheur». Le dévouement inconditionnel caractérise la véritable dignité humaine.

Le petit livre de Mme de Staël parlera-t-il encore aux hommes d'aujourd'hui ? Il serait injuste de le négliger après tout le tapage fait autour de «Suicide-mode d'emploi».

Bertrand
DUMAS DE MASCAREL

Germaine de Staël - Réflexions sur le suicide - Opale, 94 pages : 54 F franco.

pensées sous les nuages

Recueil après recueil, brouillant les genres, mêlant la prose et la poésie, le poème et le journal, Ph. Jaccottet semble s'être donné la tâche de ramener la poésie à toujours plus de simplicité, à toujours plus d'authenticité, à toujours plus de rectitude morale, comme l'attestent ses dernières «Pensées sous les nuages» (1).

Que peut encore le poète après les fanfares des «voyelles», l'orchestre des «grandes Odes», l'orgie des images surréalistes ? S'effacer, se mettre à l'écoute du monde, se faire l'artisan d'une voix qui coule entre les herbes, qui tombe d'un ciel d'hiver ou qui grince quand la vie se resserre à l'approche de la mort...

Quelques grandes figures obsédantes tournent dans cette œuvre étonnamment fidèle à elle-même. La lumière, l'eau, la crête des arbres, l'herbe, le feu, la neige, les montagnes, autant de signes par lesquels le monde parle. Mais désormais nul poète ne saurait raisonnablement prétendre détenir la clé du code et le murmure du monde ne fait pas une parole, encore moins un discours. Le poème n'est donc plus que la traduction toujours imparfaite et toujours reprise de fragments d'un langage perdu, ou mieux encore :

interrogation. Si le monde n'est ni muet ni fermé ni désert, la présence qui se signale n'est que bribe, ouverture menacée ou bien lieu d'attente. La poésie, comme le dernier des pauvres, s'en tient au narthex de sa gloire. Le doute est son mode d'apparaître et l'épreuve de son authenticité. De là ce va-et-vient discret entre les deux tentations contraires, également illusoire, de l'exil et du royaume, de la mort et de la plénitude, du désespoir et de la joie. La poésie de Ph. Jaccottet est un constant entre-deux.

Du monde, le poète ne retient de préférence ni ses couleurs ni ses formes ni son épaisseur matérielle (sinon pour en signaler l'opacité), mais la promesse de son expansion spirituelle : la lumière (et non le soleil), le cri de l'oiseau, l'eau courante. L'appel au sens accompagne ce qui bouge du passé : nuages, branches, lumière encore

(mais à son point d'extrême fragilité). Toute rencontre, tout départ dénouent un silence, ouvrent un espace, amorcent une parole, appréhendent un voyage. La joie n'est ainsi que le signe d'une présence à un monde qui s'allège, qui s'ouvre, qui monte : et les montagnes, comme échappant à leur masse, ne pèsent plus, ne ferment plus, ne s'opposent plus au regard ! Une promesse d'illimité se fait possible ; telle une perle, le monde s'arrondit et brille.

Mais l'admirable, c'est la fragilité de ce salut. Aussitôt ouvertes, les portes se ferment. L'ombre, le froid, la pierre, l'os : autant de figures symétriques. Le «défilé», après l'espace. Rien n'est jamais acquis : le temps mûrit et le temps fauche. «Feuilles et nuages», ont leur «face de nuit et l'autre de jour».

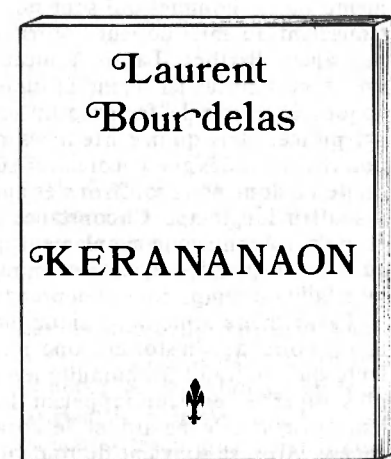
Comble enfin de l'exigence morale : le poète récusé les charmes de son art, qui induisent en illusions. Ne va-t-il pas jusqu'à «demander qu'on (le) décharge de ce sac de lumière» ? C'est que sa vérité n'est pas le poème : ici menacent l'image parfaite, fermée sur elle-même ou la beauté du chant. Sa vérité est ce monde même mis en questions.

Ce congé donné à l'art de dire est le plus pur de l'art moderne, ce point de dépouillement où l'âme se fait voir sans les vête-

ments de la rhétorique. C'est en poésie quelque chose comme l'équivalent de la recherche picturale de Tal-Coat. Sur ce dire d'un art en quête d'un impossible silence et d'une improbable plénitude, Ph. Jaccottet fait entendre aujourd'hui la voix la plus juste.

Alain FLAMAND

(1) Aux éditions Gallimard.



poésies
offre spéciale :
24 F franco
64 pages (12x8 cm).



■ Gérard Leclerc

les modernes

ou la Belgique à Baudelaire. Ce qui écœure Levi-Strauss, en ces indigènes : un vécu pathétique qu'il ne parvient pas à assumer qu'une seule fois, manière d'exorcisme, dans *Tristes tropiques*, chef d'œuvre quasiment romanesque, car à l'instigation de mon ami Malaurie, il s'y déboutonne. Par la suite, fini ce pathétique nauséabond. La formalisation «scientifique», la sémiotique réduiront tout à la rigueur des signifiants. *«Le langage est un noyau dur où l'empiricité fumeuse vient achopper misérablement.»* La substitution de la théorie au réel, voilà ce qui va envahir tout le champ des sciences humaines, mais aussi de la littérature et des arts. Esclavage des modes.

Autre exemple, Robbe-Grillet *«Il invente le rien littéral, le rien de rien. Un rien atone, apathique. Le rien de Nietzsche est stratégique : son horizon est le débordement. Le rien de Beckett est repu de plénitude, paroxysme de dissolution. De cette profusion d'insignifiance, le sens jaillit. La décomposition, dans le langage comme dans la nature est prolifique. Au plus creux de l'ineffable une parole se profère, percutante. Chez Robbe-Grillet, le rien ne produit même plus le gel... De tous les pores du champ symbolique surgissent dans les années cinquante, les modèles d'un froid sans piquant et d'une blancheur blafarde.»* J'avoue que cette sûreté du jugement philosophique, métaphysique, m'enchant même si j'aurais à redire ici ou là sur Heidegger par exemple et la langue «demeure de l'être». Certes le grand philosophe fut utilisé outrageusement par certains modernes. Cela abolit-il cette restitution du langage à l'être et cette ouverture par la différence ontologique à la grande tradition par delà toutes les clôtures des modernes d'hier ou d'avant hier ? Mais sur la métaphysique proprement dite, comme sur le religieux, Jean-Paul Aron est muet. On peut le regretter mais sans excès sauf à bannir toute pudeur. Par contre, je ne boudrai pas ma joie en saluant ses joutes contre le déterminisme en biologie et tous les réductionnismes scientistes qui prolifèrent encore aujourd'hui, et de plus belle. *«Les travaux de Jean-Pierre Changeux projettent sur le neurone un éclairage inédit. Mais les représentations du travail cérébral qu'ils lui inspirent ont beau habiller de molécules l'ultrascentisme qu'on croyait parvenu au faite avec Pavlov et Watson, elles font flèche de tous les bois du matérialisme.»* Le succès de *l'homme neuronal* n'a pas été gâté de tant de fausses notes pour qu'on ne reconnaisse pas à sa juste valeur la réaction de Aron qui n'a pas peur de contredire des courants dominants et tout puissants dans les laboratoires parce qu'ils sont autant d'entraves à la recherche dans des domaines fondamentaux. Il arrive que le terrorisme de la modernité vienne frapper à la source toute la fécondité du présent.

J'aime la «réhabilitation» que fait Aron d'un philosophe trop oublié, qui certes ne fut pas sans sacrifier aux modes, même celles qui lui étaient le plus contraires, Maurice Merleau-Ponty. L'auteur de *«La phénoménologie de la perception»* est en effet, en ce siècle, un de ceux qui ont le plus directement pensé le corps contre toutes les réductions : *«Le sensible, c'est à la fois l'immersion du corps dans l'univers et le*

dévoilement de celui-ci par le foyer illuminant de la perception». Même si Claude Bruaire a montré comment le dualisme restait à l'œuvre dans cet effort pour renvoyer dos à dos empirisme et intellectualisme, il faut reconnaître à Merleau Ponty le mérite de retrouver le corps animé, l'homme arrimé au monde. Raison de plus, pour Jean-Paul Aron de déplorer la tyrannie des modernes qui s'acharne sur le philosophe au point de le faire dévier de sa pure vocation. Obligation de courtiser le marxisme, les signes triomphants, gloser Saussure etc. Les concessions ne lui épargneront pas l'oubli organisé par les puissants auxquels il a tout de même sacrifié. N'empêche, grâce à lui : *«du tombeau des systèmes, le corps souverain resurgit, intarissable source de désirs, qu'il s'agisse du premier essor de la subjectivation ou de l'invention artistique ou littéraire.»*

Le livre de Aron se présente comme un journal, non pas écrit au jour le jour, mais rétrospectivement, pour redonner à l'événement daté toute l'épaisseur du sens. Par delà les systèmes de pensée, les dates à retenir, c'est toute une époque qui revit au fil des cinquante-quatre épisodes majeurs évoqués. La politique n'y est pas absente, de l'intervention des chars soviétiques à Budapest en 1956 à l'élection de François Mitterrand en passant par le retour au pouvoir du général de Gaulle et le manifeste des Cent-vingt-et-un. Je retiendrai ici l'autocritique de celui qui déclare s'être trompé sur mai et juin 1968. *«En mai 68, je crois à une tornade emportant les stéréotypes et les robots... que le symbole expulse la marchandise ne compte guère, car ce qui rapproche les convoitises de Mai de celles qui s'épanouissent depuis 1955, c'est qu'elles n'ont pas de contenu, tournées vers elles-mêmes au lieu de l'être vers le monde. Les chimères de la société permissives s'articulent à celles de la société d'abondance. L'histoire, par une des ruses dont elle n'hésite pas à coiffer sa marche, utilise en mai 68 les voies du désordre pour mieux faire entendre ce que, de longtemps, elle murmure dans l'ordre légal : l'avènement d'une époque où la loi passe de la prescription des interdits à la régulation des concupiscences.»* Impossible de récuser pareil diagnostic. Il me semble pourtant qu'il pêche par pessimisme. Mai 68, c'est aussi autre chose ! La sortie par exemple des théorisations justement abhorrées de la révolution pour s'ouvrir à l'évidence de l'horreur totalitaire et concentrationnaire. Pour d'autres, ce sera une quête spirituelle hors des voies trop balisées d'une modernité sans épaisseur. Le sens, cher Jean-Paul Aron ! A la suite d'un Clavel, pour lequel vous n'êtes pas tendre sans toutefois oublier quelques uns de ses mérites. Au delà de philosophie contestable, il y avait le spirituel imparable. Chez Foucault aussi vous ne méconnaissiez pas qu'il fut authentique écrivain - il y avait de ces ouvertures qui ne font pas désespérer de notre bel aujourd'hui.

Gérard LECLERC

Jean-Paul Aron : *«Les modernes»* ed. Gallimard, prix franco : 82 F.

Le lecteur difficilement impassible de Jean-Paul Aron ne peut taire en lui une question obsédante d'un bout à l'autre d'un ouvrage dont l'auteur se veut d'abord mémorialiste de notre temps. Ce cercle de notre glaciation intellectuelle que nous parcourons avec lui appartient-il déjà à l'archéologie de notre pensée, ou cercle polaire, nous condamne-t-il le reste de nos jours à un éternel hiver ? En d'autres termes, ces modernes sévèrement asticotés sont-ils déjà archaïques ? La dernière phrase du livre n'incline pas à un optimisme débridé : *«Dans le froid qui s'érige en condition d'existence permanente des sociétés et des cultures, l'humanité se doit, pour retarder sa mort physique, d'aménager des serres.»*

Si vraiment nulle colombe au brin d'olivier ne venait attester du printemps qui vient, les vertus décapantes de Jean-Paul Aron atténueraient un regret. On déplore en effet, au fil de ces pages où la culture, la précision, l'esprit philosophique sont manifestes que tant de force et de clarté ne se soient pas déployées au moment même où les hommes qui sont mis en cause se trouvaient au midi de leur notoriété et de leur puissance. Barthes, Lacan, Foucault disparus, avec tant d'autres ici épinglés auraient été provoqués à croiser le fer avec un critique aussi perspicace. Mais qu'importent les regrets, si la pointe acérée désigne encore avec sûreté et efficacité ce dont nous souffrons et aurons encore à souffrir longtemps. Circonstance atténuante : Jean-Paul Aron avoue simplement qu'il s'est lui aussi laissé prendre à certains mirages et qu'il lui a fallu du temps pour se déprendre.

La première arme du critique me semble ici la mémoire de l'historien, une mémoire insolente qui contraint à l'humilité les systèmes les plus superbes en leur rappelant l'humilité de leurs origines, le hasard et le cocasse de leur genèse. Aron se souvient de tout, il restitue les événements avec le malin plaisir de celui qui n'a rien oublié, surtout pas le détail piquant qui s'estompé ou celui que l'oubli a soigneusement écarté.

Premier grief, le plus essentiel, fait aux modernes : leur phobie de la vie, du sujet, et de l'homme qu'on ose même plus nommer. Exemple, Levi-Strauss : *«Le contact avec le «terrain» qu'il ne renouvelle plus, lui cause du dégoût tels les événements de 1848 à Flaubert*

adhérer c'est participer

Le 9 février prochain se tiendra, à Paris, le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste. C'est au cours de ce Congrès que sera fixée notre ligne politique pour l'année à venir et que seront précisées les modalités de notre participation au scrutin législatif de 1986.

C'est dire toute l'importance de cette réunion à laquelle seuls pourront participer les adhérents de notre mouvement. Il est donc grand temps, pour ceux de nos lecteurs qui souhaitent prendre une part active à la vie de la NAR de matérialiser ce désir en formulant leur demande d'adhésion.

POURQUOI NOUS SOUHAITONS VOTRE ADHÉSION ?

Pour renforcer la crédibilité de la NAR. Un nombre accru d'adhérents nous permettra d'être mieux représentés à la fois d'une manière géographique et dans les secteurs socioprofessionnels. Cette meilleure représentation contribuera à augmenter notre crédit, aussi bien dans l'opinion qu'auprès des médias et du monde politique.

Pour mieux connaître notre force. Il nous est toujours très difficile de distinguer parmi nos lecteurs ou sympathisants ceux qui partagent véritablement le désir de voir aboutir notre projet. Seule l'adhésion formalise cet accord et nous permet de mesurer notre force réelle.

Pour savoir sur qui nous pouvons compter. Connaître avec précision les personnes auprès desquelles nous pouvons solliciter une aide ponctuelle ou demander un service rend nos démarches beaucoup moins lourdes et beaucoup plus efficaces. L'adhésion est aussi une offre de service nous permettant de mieux utiliser les compétences et les disponibilités de chacun.

Pour assurer notre équilibre financier. Les cotisations des adhérents nous assurent des rentrées d'argent régulières et diversifiées nous permettant de protéger notre indépendance et de ne pas dépen-

dre de générosités isolées qui peuvent être éphémères et sont soumises aux vicissitudes économiques et politiques.

POURQUOI VOUS DEVEZ SOUHAITER ADHÉRER ?

Pour participer à la définition de la ligne. Le congrès annuel des adhérents fixe régulièrement, après débat, la ligne politique du mouvement. Adhérer permet de participer au Congrès et au vote des motions. Adhérer donne la possibilité d'y faire entendre son opinion et de contribuer à la définition de la stratégie à adopter.

Pour élire les dirigeants. Le renouvellement du Comité Directeur est assuré par le Conseil National. Cet organisme, qui a également un rôle de décision quant à l'application de la ligne, est élu par l'ensemble des adhérents. L'adhésion vous permet donc d'être représenté au sein des instances dirigeantes de la NAR.

Pour être informés. Réservée aux seuls adhérents, une publication spécifique «La lettre aux adhérents» fait chaque mois le bilan de nos activités et donne des informations - parfois confidentielles - que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs.

Pour bénéficier d'un réseau de relations. L'ensemble des adhérents forme une communauté implantée dans de multiples secteurs socio-professionnels. Être adhérent permet de bénéficier, à titre personnel, de l'aide que peut apporter cet important réseau de relations et d'amis.

Pour matérialiser votre désir d'adhérer, il suffit de nous écrire ou de nous téléphoner, nous vous enverrons, par retour du courrier, la documentation nécessaire.

VENDREDI 14 DÉCEMBRE : DINER - DEBAT A PARIS

avec Jean-Claude GUILLEBAUD

«QUEL AVENIR POUR LA NOUVELLE CALÉDONIE ?»

La Nouvelle Calédonie fait depuis un mois la «une» de tous les journaux et la situation semble totalement inextricable. Comment en est-on arrivé là ? De tous les Territoires d'Outre-Mer, la Nouvelle Calédonie est - à 20.000 km de Paris - celui qui pose aujourd'hui le plus de problèmes à la métropole. C'est aussi le seul à posséder - avec le nickel - des richesses considérables. Quels sont les enjeux stratégiques et économiques ? Quelle est la situation réelle ? Quel avenir enfin peut-on augurer pour ce territoire ?

C'est de ces questions que Jean-Claude Guillebaud, viendra débattre avec nous. Jean-Claude Guillebaud, romancier, essayiste, a surtout été pendant 15 ans grand reporter, notamment au «Monde», à ce titre il a particulièrement suivi la situation calédonienne et en est resté un observateur lucide et compétent.

Le dîner-débat aura lieu le Vendredi 14 décembre à 19 h 30. Salle du restaurant «Le Relais Royal», 11, rue d'Alger, Paris 1er (angle rue Saint-Honoré) (métro Tuileries).

Participation aux frais par personne :

- Adhérent de la NAR et ses invités : 125 F.
- Non adhérent : 140 F
- Etudiant ou chômeur : 75 F.

Il est nécessaire de s'inscrire à l'avance en téléphonant au journal (297.42.57).

• PARIS - CONFÉRENCES DU MERCREDI SOIR.

Chaque semaine se tiennent les conférences-débat des «Mercredis de la NAR», lieu de rencontre unique à Paris, où des gens de gauche comme de droite, des scientifiques ou des littéraires, des vedettes et des gens moins connus viennent s'exprimer le plus librement du monde devant les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences se tiennent dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris, 4ème étage (Métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 h précises (étant donné le nombre des places très limité et le succès de ces conférences, nous vous demandons d'être à l'heure). L'entrée en est libre et gratuite.

Mercredi 12 décembre. Dans son dernier livre «Les Modernes, journal de l'esprit du temps» Jean-Paul ARON témoin lucide des événements culturels français de 1945 à 1984, se livre à une critique acerbe d'une époque où triomphent les professeurs et où les modes intellectuelles semblent s'imposer comme des chansons.

Attention : Exceptionnellement cette conférence commencera à 20 h 30 et non 20 h comme d'habitude.

Mercredi 19 décembre. Notre ami Bertrand FESSARD DE FOUCAULT, de passage à Paris, viendra nous présenter son dernier livre, «Charles Maurras et le socia-

lisme». Alors que la biographie de Maurras par Pierre Boutang, couronnée par l'Académie, continue d'être un très grand succès de librairie, on doit constater que Maurras sort peu à peu du purgatoire. Mais il est important de ne pas retomber dans les vieilles polémiques, les clichés éculés, les «orthodoxies», si on veut découvrir la richesse d'une pensée multiforme et qui continue d'influencer notre époque par bien des canaux parfois inattendus.

26 décembre et 2 janvier. Pas de réunion en raison des fêtes de Noël. Reprise des «mercredis de la NAR», le Mercredi 9 janvier.

• **Ventes centrales du bi-mensuel.** Actuellement les vendeurs à la criée bénévoles, opèrent chaque mardi soir à la Gare St-Lazare et chaque jeudi soir au Forum des Halles. Ils espèrent très fort que vous viendrez leur donner un coup de main, le succès des ventes étant directement proportionnel à celui des vendeurs présents sur le terrain.

D'autre part les Parisiens auront pu constater que les affichages de la NAR se multiplient. Prenez contact avec la Coordination parisienne pour nous aider.

royaliste ♦

Sommaire : page 2 : la question de l'héritage - p. 3 : une manif pas ordinaire - p. 4 : Nouvelle Calédonie - p. 5 le tombeau de l'empire ? - pp. 6-7 : entretien avec A. Gjebine - p. 8 : J. Seifert - p. 9 : suicide antidote - Pensées sous les nuages - p. 10 : les modernes - p. 12 : sauver la république.

Dir. de la publication : Y. Aumont
imprimé en France
diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
téléphone : 297.42.57
(permanence de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h)

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

sauver la république

Sauver la République. Intituler ainsi l'éditorial d'un journal royaliste peut sembler choquant. La formule n'a pourtant pas été choisie par goût du paradoxe, encore moins dans un esprit de dérision. Il s'agit d'une vraie question, qui demande une réflexion sérieuse. Pour tenter de la mener à bien, un détour s'impose dans le monde des idées, jamais étranger à notre vie politique quotidienne.

Comme l'économie, comme la société, ce monde subit une crise profonde. Voici dix ans, après l'été de la Saint Martin du gauchisme, la philosophie marxiste a connu une contestation radicale, dont elle ne s'est pas remise. Puis ce fut le tour du «socialisme à la française», incapable de surmonter l'épreuve du pouvoir : longtemps embellie par l'espérance, la doctrine révélait tout à coup son inopérance et son vide... Les partis de droite auraient tort de se réjouir de cette mésaventure. Tiré hâtivement des décombres de l'histoire, leur «libéralisme» ravaudé ne leur sera d'aucun secours, s'ils obtiennent leur revanche. Il faut enfin remarquer que, dans cette crise générale, l'idée républicaine n'a pas mieux résisté. Fort négligée depuis des décennies, elles s'éteignent doucement, sans que l'on y prenne garde.

RETOURS AUX ORIGINES

Une crise ne se résume pas à l'effondrement qui la signale. Elle contient à la fois la menace d'une régression et l'espérance d'un dépassement. Il en est ainsi dans l'idéologie. Aujourd'hui, toutes les traditions politiques reviennent à leurs origines, qui peuvent être tout aussi bien l'occasion d'un renouvellement qu'une façon de se mettre à l'abri dans une coquille conceptuelle durcie. Premier touché le marxisme a connu ce double mouvement. Mais ni les leçons d'Althusser relisant «Le Capital», ni les utopies gauchistes ne sont parvenues à sauver une pensée qui apparaissait soudain comme la cause première du totalitarisme. Moins rigoureux dans ses affirmations et dans ses conséquences, le socialisme est placé depuis quatre ans devant un choix identique. Ou bien le retour à la pure doctrine, tenté cette année par un combat laïc aussi artificiel que suicidaire; ou bien la définition d'un projet neuf, dans la fidélité à l'intention première des socialistes, qui était de recréer des solidarités entre les hommes, face à la violence de l'éco-



par
bertrand
renouvin

nomie. Tel est le projet, encore mal assuré, d'une «deuxième gauche» qui a le mérite de poser quelques bonnes questions.

Je n'oublie pas, chemin faisant, l'idée de République. Dans le désarroi général, il n'est pas étonnant qu'on tente, à droite comme à gauche, de lui redonner vie, avec les mêmes risques mais aussi avec quelque chance de succès. Les choses ont pourtant commencé sous de mauvais augures. Récupérée par une officine de la «Nouvelle droite» puis exploitée par le RPR, l'idée de République a été utilisée comme instrument de propagande «anti-marxiste» - piètre utilisation politicienne d'un concept réduit à l'état d'accessoire.

PENSER LA REVOLUTION

Il y a plus sérieux. L'approche du bicentenaire de la Révolution aidant, la tentation devient forte de faire retour au mythe fondateur, en espérant retrouver le souffle des grands ancêtres. Ici, on attend que les royalistes s'indignent, au nom d'une théorie contre-révolutionnaire, par anti-républicanisme de principe. Tel n'est pas notre cas. L'année 1789 ne nous fait pas peur, puisque c'est le moment où la monarchie invente une représentation démocratique moderne. Que cette révolution monarchique et démocratique soit célébrée est une excellente chose. Mais nous disons aussi, après d'éminents spécialistes, que la Révolution française doit être repensée, que sa logique interne doit être examinée, que la question de la Terreur ne peut plus être contournée par les justifications rituelles. Non pour faire, une fois encore, le procès de la Révolution. Non pour revivre, théoriquement, la guerre civile qui a déchiré la France jusqu'en 1945 et qui s'est terminée par la défaite, dans le déshonneur, du camp «contre-révolutionnaire». Au contraire. Nous pensons, avec le comte de Chambord, que le mouvement de 1789 était positif

et qu'il devrait être repris, par delà les anciennes querelles. Encore faut-il que le recours à une mythologie désuète ne recouvre pas les paradoxes théoriques de la Révolution, et les contradictions pratiques qu'ils ont faits naître. Paradoxe de l'auto-gouvernement du peuple, résolu par une dictature impitoyable. Contradiction entre l'idéal de liberté et sa négation pratique, dans l'ordre politique comme dans la société. Contradiction entre le principe d'unité de la République et la politique d'un parti républicain menant, contre une partie de la France, une guerre de religion... (1).

Notre souhait est que le débat s'ouvre, sur cet héritage dont nous ne nions pas la grandeur. Notre souci est que le retour à l'idée de République ne soit pas l'occasion d'une fuite dans le mythe et l'idéologie. «Qui tenterait de rallumer la vieille lanterne magique, tout droit sortie du grenier, s'attirerait les mêmes déconvenues que les vieux montreurs de laïcité du printemps dernier» écrit très justement Jacques Julliard (2).

Dès lors, comment envisager ce retour ? Comme nous, Julliard souhaite que le mot de République soit repris selon son étymologie, qu'il désigne à nouveau la *res publica*, le Bien commun. Tel est en effet ce qui doit être désiré en politique, et *sauvé* aujourd'hui. Mais il ne suffit pas de dire cela pour que toutes les contradictions soient surmontées. Sauver la République, assurer le Bien commun, suppose des conditions que la gauche, comme la droite, ne peuvent réunir que de façon fictive. Un parti, quel qu'il soit, ne peut incarner l'unité. Un homme qui est partie prenante dans les conflits de la société ne peut être facteur de justice. D'où la nécessité de la monarchie pour sauver la *res publica*, comme le général de Gaulle l'avait compris. Solution trop paradoxale pour être possible ? Non point, si l'on s'entend sur le sens des mots et si l'on se souvient de la définition donnée par Jean-Jacques Rousseau : «J'appelle donc République tout état régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être : car alors seulement l'intérêt public gouverne, et la chose publique est quelque chose». Français, encore un effort pour penser le Bien commun !

Bertrand RENOUVIN

(1) CF. la brochure «Monarchie et démocratie».

(2) CF. la revue «Intervention» numéro 10, août-décembre 1984.